

# La place et le rôle des élites de l'Algérie

Le sujet de cette contribution dépasse, évidemment, le cadre limité d'une simple communication et requiert une recherche et une étude autrement plus approfondies que les quelques rappels et les quelques esquisses que je me propose de soumettre à l'attention et à la réflexion des lecteurs. Je ne m'y serai, d'ailleurs, pas aventuré si le nouveau roman que je viens de publier aux Editions Chihab sous le titre *Les Miroirs aux alouettes* n'avait pas réservé de longs développements aux ambitions et aux actions des élites du début des années 60, prises entre les grandes espérances de l'Indépendance et les amères désillusions essuyées face aux dures réalités de la conquête des libertés promises par la proclamation du 1<sup>er</sup> novembre 1954.

Je ne m'y serai pas, non plus, intéressé, si les bouleversements politiques qui secouent, aujourd'hui, plusieurs pays arabes ne posent pas avec une certaine acuité la question de l'influence des élites sur le cours des changements induits par les profonds mouvements qui traversent les sociétés.

Il m'a, alors, semblé opportun, à la lumière de cette actualité qui nous interpelle à divers degrés :

**Assis sur une base sociale laminée par les désillusions générées par l'échec du socialisme d'Etat et des politiques de développement économiques sous-jacentes, la survenue, au milieu des années 80, du mouvement islamiste, encadré par des dirigeants de formation moyenne, rencontre peu de résistance au niveau d'une bureaucratie politique plutôt encline à la composition.**

1) de rappeler comment les élites algériennes se sont comportées par le passé face aux événements qui ont façonné le destin de la nation depuis 1830 ;

2) de savoir de quel poids elles pourraient, éventuellement, peser, maintenant, sur les contenus et les orientations des transformations des modes de gouvernance politique, économique et sociétale vers lesquelles nous nous dirigeons.

Il me faut, avant cela, dire que les élites ne se définissent plus, de nos jours, comme une nébuleuse d'intellectuels confinés dans des cercles d'initiés et de directeurs de conscience producteurs de vérités absolues et d'oukases idéologiques que la société doit impérativement appliquer, faute de quoi, elle sombrerait dans les abysses de la malédiction et de l'échec.

Cette acception du concept est, on s'en doute bien, passée de mode depuis l'effondrement du bloc communiste et des pouvoirs autoritaires dans le monde.

Les élites dans les sociétés avancées comme dans les sociétés émergentes sont nombreuses et participent de tant de registres, scientifique, culturel, artistique, politique, économique, militaire et autres, qu'elles présentent rarement le profil d'une entité monolithique.

En Algérie, les élites ont été, dans et face à l'histoire, si différenciées, si disparates, de matrice sociale, de formation et de langues si variées, porteuses souvent de projets divergents pour ne pas dire carrément opposés qu'elles n'ont, à aucun moment, formé une force unie capable d'occuper une place stratégique dans les centres de décision et donc d'inspirer et de conduire des politiques d'Etat dans une position de direction comme ce fut et c'est le cas dans certains pays du Maghreb et du Machrek.

Leur éparpillement et leur tragique solitude de coureur de fond s'expliquent par leur histoire, leur origine sociale, leur conscience politique et les choix qu'elles ont été amenées à faire, dans différents

contextes historiques où elles ont évolué, qu'elles aient été proches ou autonomes du système colonial, proches ou autonomes du pouvoir d'Etat installé à l'indépendance.

Le cumul de tous ces handicaps les a conduit à ne jamais pouvoir agir pour leur propre compte et à devoir, dans chaque circonstance capitale, s'arrimer à une force sociale prédominante pour s'intégrer dans un processus en cours, sous peine d'en être exclues. A travers l'analyse de quatre étapes fondamentales de l'histoire contemporaine de l'Algérie, à savoir l'occupation coloniale, le mouvement national, la révolution armée et l'après-indépendance, je tenterai de recenser quelques-uns des facteurs qui ont inhibé, objectivement ou subjectivement, les élites algériennes et les ont empêchées, à chaque fois, de se positionner comme source de la décision stratégique.

## 1- Les élites algériennes et l'occupation coloniale

Rappelons, tout de suite, que l'Algérie précoloniale comptait de nombreuses universités créées au faite de la splendeur des empires des Mouwahidine et des Mourabidine puis des royaumes hammadi- te, zianide, ziride, hafside, rostémide, auxquels le Maghreb central a dû des élites de grande valeur qui, d'Ibn Khaldoun à El-

Ouargalani, ont propagé les sciences exactes, la médecine et la philosophie auxquelles venaient s'initier de nombreux étudiants d'Europe et d'Afrique.

Ces universités ont conservé leur rayonnement jusqu'à l'éclipse de l'Etat algérien fondé par l'Emir Abdelkader, une date qui marque une rupture dans l'histoire des élites algériennes dans la mesure où c'est à partir de cette date que nous assisterons à la mise en œuvre par le système colonial d'une politique d'éradication de tout ce qui constituait le fondement de l'identité algérienne, en premier lieu, la langue, la religion et la culture.

Cette politique connue pour avoir été pensée comme le moyen d'assimilation par excellence du peuple algérien par la dépersonnalisation a généré :

**a** - la promotion d'une élite d'origine féodale conçue par l'administration coloniale comme une force d'intermédiation utilisée dans la relation que cette administration entretenait avec la population autochtone. Ce sont les caïds, les bachaghas, les percepteurs, interprètes et autres auxiliaires de justice ;

**b** - l'émergence, suscitée par la même administration, d'une mandarinat maraboutique chargé d'encadrer la pratique religieuse par la perversion, la manipulation et l'obscurantisme.

Cette situation a mené à l'isolement, de facto, de cette partie des élites algériennes par rapport au combat national, réduit, à cette époque, aux soulèvements paysans, certes dirigés par des chefs de tribus et des chefs religieux anti-colonialistes comme cheikh El-Haddad, El-Mokrani et Bouaâmmama, mais de faible résonance, voués à l'échec et finalement écrasés.

## 2- Les élites algériennes et le Mouvement national

Les élites algériennes ne se reconstitueront et ne se manifesteront dans des formes autrement plus modernes, soit dans une posture d'inféodation vis-à-vis

de l'occupation, soit dans une attitude d'opposition qu'à partir des années 20 lorsque l'Emir Khaled lance El-Iqdam, et Messali Hadj crée l'Etoile nord-africaine, suivis, à partir des années 30, par l'apparition de l'Association des ulémas, de l'UDMA et du Parti communiste algérien favorisés, l'un par l'essor de la Nahda au Proche-Orient, l'autre par l'arrivée au pouvoir du Front populaire en France.

Il va en résulter le tableau suivant. Nous aurons en face de nous plusieurs élites :

- les élites féodales issues des chefferies traditionnelles très influentes en milieu rural ;

- les élites bourgeoises de souche citadine formées de propriétaires, de médecins, d'avocats, de magistrats, d'universitaires et d'écrivains ;

- les élites petite-bourgeoises constituées d'instituteurs et de fonctionnaires.

Elles sont formées, essentiellement, en langue française, soucieuses de gagner une place dans la hiérarchie de la société coloniale, revendiquant les mêmes droits que les Français.

La Fédération des élus de Bendjelloul et de Belhadj Mostefa, les universitaires comme Bencheneb, les instituteurs comme Soualah, dont la méthode de l'enseignement de l'arabe par le français a connu son heure de gloire à l'école indigène, des journalistes comme ceux d'*Ennadjah*, certains écrivains liés au courant littéraire algérien et aux cercles d'Emmanuel Roblès et d'Albert Camus et bien d'autres segments de ces élites se sont mobilisés autour de ces revendications ;

- face à eux, nous trouvons les élites d'origine plébéienne, indépendantistes, ouvertement hostiles au colonialisme, séduites par le kéalisme, le réveil de la Chine et de l'Indochine et la personnalité de Mossadegh et de Orabi. Ces élites qui ont fait le choix de traduire en actes les aspirations de la grande majorité de la société algérienne se recrutaient, en règle générale, parmi les émigrés qui s'étaient familiarisés avec la grande production capitaliste et le militantisme dans les syndicats internationaux, à l'instar de Belkacem Radjef, Inal et Messali lui-même. Elles se recrutaient également parmi les élus du PPA-MTLD, les syndicalistes, les enseignants de l'école libre, les scouts, les écrivains, les poètes et les hommes de théâtre comme Reda Houhou. Numériquement faibles, elles sont traquées et réprimées.

## 3- Les élites algériennes et la révolution armée

A l'exception de ces «minorités agissantes» qui s'étaient retrouvées, d'emblée, dans la locomotive du 1<sup>er</sup> Novembre 1954 et qui s'étaient engagées, dès le départ, dans la guerre de Libération, en s'intégrant dans une large alliance qui va de la paysannerie pauvre aux ouvriers en passant par les chômeurs, les jeunes et les femmes, toutes les autres expressions des élites ont opté pour l'attentisme, certaines espérant trouver les clefs de la délivrance chez les libéraux comme Jacques Chevalier, le maire d'Alger.

Les udmistes, les ulémistes, les communistes et naturellement tous les intellectuels qui s'y apparentaient, toutes voca-



Par Badr'Eddine Mili

tions confondues, n'ont rejoint les rangs de la Révolution qu'à partir de 1956 après que celle-ci ait consolidé ses assises à l'intérieur et à l'extérieur, à la suite de l'offensive militaire du 20 août 1955 dans le Nord-Constantinois.

Raison pour laquelle les élites qui suscitaient, de ce fait, une certaine méfiance au niveau des instances dirigeantes de la Révolution, avaient dû se contenter, malgré les efforts de Abane Ramdane et du colonel Lotfi, de places secondaires dans la hiérarchie de la Révolution, sans grand poids politique face aux chefs de la paysannerie, colonne vertébrale de l'ALN.

Certains les appelaient «les scribes», d'autres «les compagnons de route». Ils seront bientôt doublés par les embryons d'élites envoyés par le FLN-ALN puis par le GPRA se former dans de nombreuses disciplines civiles et militaires (aviation, transmission...) au sein des universités des pays socialistes et des pays arabes. Dans le même temps, d'autres étudiants algériens choisirent de poursuivre leurs études à Aix-en-Provence, Grenoble et Montpellier, ou en Suisse et en Allemagne, encouragés, dans ce sens, soit par la Fédération FLN de France, soit par des cercles français intéressés à disposer d'atouts favorables après une indépendance, considérée, de toutes façons, à partir de 1960, comme inéluctable. Les négociations d'Evian puis la crise entre le GPRA et l'état-major de l'ALN ont montré, encore davantage, la faiblesse de la marge de manœuvre des élites cantonnées au CNRA ou GPRA, dépassées, en fin du compte, par les événements.

Et malgré le concours décisif qu'elles ont apporté dans la préparation technique des dossiers des négociations avec l'ancienne puissance coloniale et dans le résultat final obtenu, elles ont dû céder face à un rapport de force qui leur était défavorable, contraintes qu'elles étaient de s'éparpiller et de choisir un nouveau camp pour s'y rallier.

**Parmi ces élites, les étudiants rentrés d'Europe de l'Est font figure d'avant-garde. Ils investissent les organisations de masse, transforment l'Ugema en UNEA, nouent une alliance avec le courant nationaliste progressiste et deviennent avec d'autres sensibilités politiques, la gauche du FLN.**

**C'est l'époque des rédacteurs de la Charte d'Alger et des thèses d'Avril, celle de Benyahia, Rédha Malek, Harb, Zahouane, Ouzegane, Benzine, dirigeant d'Alger Republicain devenu organe du FLN.**

## 4- Les élites algériennes après l'indépendance

Dépassant le choc ressenti eu égard aux conditions non consensuelles dans lesquelles les premiers fondements de l'Etat indépendant furent posés, pratiquement toutes les élites rentrèrent au pays, manifestant leur disponibilité à servir dans un pays organisé, pour la première fois dans son histoire, en République, dans des frontières sans précédent.